

NOTE

A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Courriers reçus s/ déchéance de nationalité

1. La perspective d'un renoncement sur la déchéance de nationalité avait fortement mobilisé

⇒ « *Alarmés* » par les déclarations de Christiane Taubira, une cinquantaine de Français avaient témoigné mardi de leur incompréhension devant la perspective d'un abandon de la mesure dans le projet de réforme constitutionnelle. **Le premier argument était celui de la parole donnée au Congrès et à l'ensemble des Français** : « *devant le Congrès vous vous êtes engagé de façon solennelle, de grâce ne reculez pas sur ce sujet ne serait-ce que pour montrer que vous savez prendre des mesures fortes* ».

⇒ Un quart de ces correspondants se déclaraient socialistes (« *je suis adhérent au PS et je ne trouve rien de choquant à retirer sa nationalité à quelqu'un qui menace la France* »), certains voyant dans cette séquence un **enjeu majeur des prochaines élections présidentielles** : « *ce qui se joue ce matin au conseil des ministres déterminera à la fois l'avenir de la France et aussi le vôtre pour 2017* ». **L'adhésion à une mesure « symbolique mais importante »** était également très présente : « *même si ce n'est pas très efficace et symbolique, cela nous a été promis. Au contraire de certains intellectuels déconnectés de la réalité nous sommes prêts à céder un peu de liberté pour plus de sécurité* ».

Ceux-là voyaient dans le renoncement du gouvernement la fin de sa **crédibilité en matière de sécurité** : « *on ne protège pas un pays avec des bons sentiments* », « *je vais voter FN, qui protégera surement mieux Marianne que votre gouvernement* ».

⇒ A noter que 12% des interventions critiquaient la sortie de Ch. Taubira : « *doit-on l'appeler Madame La Présidente ?* », « *cette question ne regarde que nous, elle n'a pas à évoquer ce sujet à l'étranger* ».

2. Le maintien de la mesure est salué comme une décision juste et courageuse

Une quarantaine de nouveaux messages ont été reçus entre hier après le compte-rendu du conseil des ministres et ce matin. 44% saluent le maintien de la déchéance de nationalité :

⇒ La majorité de ces Français expriment leur gratitude : « *merci d'avoir maintenu votre décision, d'avoir sauvé la République, et nous-mêmes, du déshonneur* ». La disposition est en effet considérée comme « *juste* » et « *responsable* » : « *par cette déchéance, nous ne faisons que prendre acte de leur refus de faire partie de la communauté* ».

⇒ Plusieurs vous félicitent également de **votre « courage » face aux « pressions politiques »** et d'avoir « *tenu bon* » : « *nous n'aurions pas compris que quelques personnalités de gauche et écologistes vous fassent renoncer à un engagement pris devant l'ensemble des Français* ».

⇒ Les quelques socialistes qui défendent la mesure appellent toutefois à **davantage de communication et de pédagogie** sur le sujet : « *je suis fatiguée de ne voir personne sur les chaînes d'info venir défendre vos décisions* », « *depuis hier soir on n'entend que les frondeurs* ».

3. Mais on voit aussi une réaction épidermique apparaître parmi des correspondants de gauche

50% relaient une hostilité au principe de déchéance de nationalité :

⇒ **La quasi-totalité de ces critiques s'offusquent de « la création d'une catégorie de citoyens de seconde zone »** : lorsque le débat se déplace sur ce terrain (ces courriers passent en général très rapidement sur les faits de terrorisme) il nous est clairement défavorable. **On voit souvent apparaître, entre les lignes, une peur de l'amalgame**, d'une décision qui *« pointe une partie des Français dont 90% sont de religion musulmane et ne demandent qu'à se fondre dans la citoyenneté »*. *« Votre projet sous-entend, comme Marine Le Pen, qu'il existe les Français de souche à l'abri de tout et les autres, qui sont en sursis »*. *« C'est le rêve des fascistes, pour qui double nationalité rime avec Français d'origine musulmane »*. Pour ceux-là, la question de la déchéance déjà possible pour les binationaux naturalisés français est éludée.

Un certain nombre des réactions épidermiques **provient d'ailleurs de personnes qui déclarent avoir une double nationalité, et se sentent stigmatisés** : *« y'a-t-il donc des Français des première classe – et d'autres, auxquels j'appartiens puisque mon père est belge ? »* – un certain nombre de ces courriers vous viennent de binationaux résidents à l'étranger.

Dans cette même veine, 17% des interventions émanent de **descendants de Juifs déchus de leur nationalité pendant la guerre** qui dressent un parallèle avec le régime de Vichy : *« ce n'est pas à Versailles mais à Vichy qu'il faut réunir votre Congrès pour votre réforme qui reprend les odieuses lois que vous combattiez encore en 2012 »*

⇒ **Beaucoup moins nombreux sont ceux qui posent la question de l'utilité de la mesure** : *« ceux que vous visez ont déjà renié leur patrie donc vous n'humiliez que les autres »*. *« Cette mesure n'a, vous le savez, aucune utilité pour la lutte contre le terrorisme »*.

⇒ Enfin une partie affirme une **opposition « idéologique » à une mesure identifiée comme une mesure de droite, voire d'extrême droite** : *« je ne peux plus distinguer ce qui différencie cette proposition des lubies les plus infernales du camp conservateur »*. **Quelques-uns y voient un point de rupture** : *« en ce jour où vous avez finalement décidé d'inscrire dans la Constitution cette mesure de déchéance de la nationalité, vous avez perdu mon vote »*. A noter cependant que **beaucoup de ces correspondants paraissent dans une opposition plus large**, mentionnant souvent aussi dans leurs courriers l'état d'urgence, voire la loi Macron et l'orientation générale du gouvernement.

➤ *Les contestations sont violentes mais paraissent localisés. Elles semblent principalement reposer sur deux perceptions : (i) la crainte de l'amalgame ou d'une stigmatisation large ; (ii) le trouble dû au brouillage des lignes politiques (idées associées au FN).*

➤ *Il paraît en tout état de cause utile de clarifier encore que cette mesure ne vise pas « une partie des Français », et trouver à re-cliver avec l'extrême-droite : nous parlons bien seulement de quelques individus, condamnés définitivement à des actes de terrorisme, par une justice indépendante. Il n'y a aucun amalgame à faire, aucun soupçon à entretenir. Ce sont ceux qui chercheront à jouer de ce soupçon qui suivront l'extrême-droite sur ses terres.*

➤ *Vous trouverez en pj 4 courriers représentatifs des « soutiens », 5 des « oppositions ». A noter, un courrier d'une jeune femme proche de plusieurs victimes du Bataclan, qui pourrait nécessiter un traitement particulier (la recevoir, lui parler ?).*